

Derrière la démission de Hulot, l'échec flagrant du néolibéralisme vert

PAR [ROMARIC GODIN](#)

En entrant dans le gouvernement Philippe, Nicolas Hulot avait fait le pari de réussir à imposer une politique de transition écologique dans un cadre néolibéral. Mais cette pensée a eu raison de ses ambitions et ne l'a mené qu'à des impasses.

La démission de Nicolas Hulot du ministère de la transition écologique et solidaire est d'abord l'échec d'un pari. Celui qu'avait fait l'ancien présentateur de télévision en mai 2017 était que l'on pouvait allier une politique économique inspirée du néolibéralisme et la transition écologique. Le ministre avait accepté les mesures fiscales de creusement des inégalités, la logique de dérégulation de la finance et de la construction, la poursuite de la foi dans le libre-échange et la déconstruction de l'État social en pensant que ce pouvait être le prix à payer pour obtenir une position forte sur le terrain écologique.

C'était la promesse que faisait Emmanuel Macron et qui avait séduit un certain nombre d'écologistes : il est possible de gérer la transition écologique en poursuivant des politiques économiques « orthodoxes ». Dans cette logique, la concurrence mondiale et le marché ne sont pas les ennemis de l'écologie, mais des alliés. Les entreprises, soumises à la demande sociale du marché et encadrées par la régulation bienveillante de l'État (on oublie souvent que le néolibéralisme, à la différence de sa version « manchestérienne » classique, théorise le rôle d'encadrement du marché par l'État), seront contraintes de relever ce défi. Cette vision s'est traduite dans le projet de loi Pacte où l'article 1833 du code civil a été modifié (avec l'appui de Nicolas Hulot) pour établir qu'une société est gérée dans l'intérêt de ses associés « *en prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux* ». Tout y est : faire des profits, oui, mais en respectant l'environnement.

Verdir son slogan pour mieux vendre

Cette pensée est devenue centrale dans les projets marketing des entreprises. Il suffit d'observer l'évolution des publicités. Jadis, on vantait la présence de phosphates dans les lessives pour les vendre, à présent on vante leur respect de l'environnement. Mais les lessives détruisent-elles moins la nature ? Peu importe, l'essentiel est de continuer à les vendre. Et c'est bien le nœud du problème. Emmanuel Macron est devenu la « lessive verte » de la politique internationale. Il s'est emparé de cette vitrine écologique pour se distinguer de l'affreux Donald Trump, homme sans conscience écologique. Lorsque ce dernier sort de l'accord de Paris en juin 2018, le jeune président français se fend d'une vidéo en pleine nuit et en anglais où il verdit le slogan trumpiste en « *make our planet great again* ». Mais comme pour la lessive, un slogan verdi peut-il suffire à sauver la planète ?

En réalité, la politique d'Emmanuel Macron et celle de Donald Trump ont des points de ressemblance frappants. Si le président étasunien ne s'embarrasse d'aucun atout marketing, sa politique de baisses d'impôt massives sur les plus fortunés et de dérégulation financière n'est pas sans faire écho aux choix du président français, depuis sa détermination à attirer les

banques de la City et les « mineurs » du Bitcoin jusqu'à la suppression de l'ISF et à la mise en place du prélèvement forfaitaire unique. Certes, la question du protectionnisme semble les différencier.

Mais la question écologique paraît bel et bien absente des deux approches. Donald Trump ne s'en soucie guère, cherchant avant tout des avantages compétitifs pour son industrie, tandis qu'Emmanuel Macron n'a jamais posé la question centrale du coût écologique du libre-échange, comme l'a montré l'épisode du CETA, le traité de commerce entre l'UE et le Canada. En verdissant son discours, Emmanuel Macron faisait comme les marchands de lessive : il essayait de mieux « vendre » son néolibéralisme à un public initialement rétif. Il s'adaptait à son marché, comme Trump au sien.

Priorité aux profits

Car le néolibéralisme d'Emmanuel Macron a beau avoir été verdi, il n'en reste pas moins dirigé par la nécessité d'augmenter les profits et d'élargir la place de la logique de marché. Or cette logique réduit souvent la bonne conscience écologique à une simple façade. Pour une raison simple : la question environnementale suppose des investissements de très long terme, des changements majeurs de comportement et une renonciation à des pratiques fort rentables. Dans un système où le profit immédiat domine, parce qu'il faut le redistribuer, ces évolutions sont inacceptables. La pression sur les dirigeants est d'autant plus forte que la machine financière et la concurrence internationale menacent de faire partir les investissements dans des zones moins régulées. Au bout du compte, il faut ménager les profits et donc réduire en permanence ses exigences écologiques.

L'importance des lobbies sur la construction des politiques, finalement dénoncée par Nicolas Hulot ce 28 août, est un symptôme de cette situation. Mais un article récent du Monde rappelait que le gouvernement Philippe avançait souvent les vœux des lobbies industriels. Dans la logique d'Emmanuel Macron, la nécessité du profit, la volonté de préserver les entreprises domine tout le reste, y compris la bonne conscience écologique. À chaque problème, le ministre s'est donc trouvé face au mur d'un pseudo-réalisme économique où l'on oppose les emplois et les investissements existants à une urgence écologique que l'on renvoie à plus tard. C'est bien pour cela qu'il a perdu la quasi-totalité de ses arbitrages. Mais ce « réalisme » est une construction idéologique, celle d'une soumission à un ordre économique dominé par les marchés, qui permet de vaincre cet autre réalisme, celui de la conscience de la destruction progressive de la planète.

Le piège se referme

Dans son entretien à Forbes publié le 1^{er} mai dernier, Emmanuel Macron a résumé en une phrase sa vision du monde : « *Les gens ont le droit d'investir où ils veulent.* » Dès lors, le rôle de l'État consiste à les attirer. Et comment mieux les attirer que par des incitations fiscales ? Ici se noue un problème que Nicolas Hulot a, du reste, décrit dans son entretien à France Inter. Ces incitations fiscales coûtent cher, très cher : 5 milliards d'euros pour réduire l'ISF et mettre en place le PFU, 20 milliards d'euros de CICE avec une double année prévue en 2019. Ce sont autant de fonds qui échappent aux nécessaires investissements dans la transition écologique. L'État ne peut s'offrir le luxe d'attirer les investisseurs avec des cadeaux fiscaux et d'investir dans l'écologie. Pourquoi ? Nicolas Hulot évoque les critères de Maastricht et il a

raison ; mais au-delà, il y a la nécessité pour l'État de se financer sur les marchés et donc de garantir sa capacité de remboursement à ses créanciers.

Or l'aspect tragique de ce néolibéralisme vert, c'est précisément que la construction financière et économique globale induit que seule la puissance publique est capable de sortir de la logique de court terme et de rentabilité immédiate pour investir dans cette transition écologique. La capacité des marchés financiers, de plus en plus enfermés sur eux-mêmes, à générer du profit rapide et immense détruit l'attractivité de l'investissement long. La crise de 2008 y a finalement été vite effacée, avec l'appui des banques centrales. Et face à une telle concurrence, compter sur le marché pour financer la transition écologique est une illusion profonde. Plusieurs économistes ont mis cette réalité en avant, à commencer par Gaël Giraud, aujourd'hui économiste en chef de l'AFD et qui a été longtemps un proche de Nicolas Hulot, dans son ouvrage de 2011 *L'Illusion financière*.

Le piège se referme alors : l'État s'affaiblit financièrement pour attirer des investisseurs qui n'investiront pas dans la transition écologique et ne peut alors y investir lui-même. Un ministre confronté à une telle logique ne peut que trouver des portes fermées à chaque instant. Il se doit alors d'accepter quelques belles absurdités, comme une politique d'attractivité de la finance spéculative londonienne ou la volonté de faire de la France une place forte des cryptoactifs, ces produits hautement consommateurs d'énergie et qui ne financent rien. Pendant que Nicolas Hulot perdait ses arbitrages, Édouard Philippe et Bruno Le Maire faisaient la cour à la finance londonienne et aux spéculateurs de Bitcoins. Et les deux faits ne sont pas indépendants, ils sont étroitement liés.

Des solutions dont ne veut pas Emmanuel Macron

Certes, comme le soulignent dans une tribune récente Alain Grandjean et Gaël Giraud, la solution existe : elle consisterait à exclure les investissements publics des critères de Maastricht. Cette proposition, portée sans succès par Matteo Renzi en 2014, ne l'est pas au niveau européen par un Emmanuel Macron soucieux avant tout d'obtenir des brevets de bonne gestion de la part d'Angela Merkel et qui porte désormais un projet européen évitant les sujets qui fâchent. Une autre solution existerait : il manque 10 à 20 milliards d'euros par an pour financer la transition écologique. C'est l'équivalent du CICE. Bien employé, ceci créerait sans doute plus d'emplois que ce dispositif qui n'en a guère créé. Mais alors il faudrait accepter de sortir de la logique de compétition fiscale. Là non plus, Emmanuel Macron n'y est pas prêt.

Dans un tel contexte, reste alors à un ministre de la transition écologique à accepter sa défaite et un investissement écologique trop faible ou à lutter pour obtenir des arbitrages en sa faveur. Mais ce sera forcément au détriment des dépenses sociales ou du portefeuille de ceux qui, notamment dans les zones rurales, sont dépendants de véhicules. C'est ce qui s'est passé avec l'augmentation brutale des taxes sur les carburants en début d'année. L'écologie devient ainsi une force sociale répressive pour une partie de la population, dont le ressentiment sera d'autant plus vif que, en raison de la préservation de l'industrie et de la pression constante sur le budget, une telle politique est, *in fine*, vouée à l'échec. Ce qui apparaît alors, c'est que le néolibéralisme, dans sa lutte contre l'État social et sa volonté de soumettre la puissance publique à la discipline de marché, est le principal ennemi de la cause écologique.

Le néolibéralisme vert a un avantage considérable : celui d'une apparence de réalisme et de facilité. Le système économique n'est pas remis en cause, il évolue lentement mais sûrement vers une forme écologique. Mais cette apparence est un mirage qui mène à des impasses. En réalité, le libéralisme vert est l'usine Potemkine du capitalisme contemporain : l'écologie de sa façade cache un mécanisme qui irrémédiablement conduit au statu quo destructeur actuel. Il n'y a pas de hasard à ce que la situation écologique se dégrade de plus en plus vite, alors que la conscience écologique est désormais fort répandue : c'est parce que la logique néolibérale destructrice demeure et se renforce.

Il n'y aura donc pas de salut pour la planète tant que cette logique perdurera. Il n'est en réalité pas possible de gérer sérieusement la transition écologique sans en faire non pas une partie, mais le cœur d'une politique économique. Ceci suppose de prendre à bras-le-corps la question des biens communs et d'en tirer les conséquences en termes de comptabilité privée et publique en intégrant ce risque écologique. Ce sont les enseignements essentiels que Nicolas Hulot, et avec lui bien des Français, aura tirés de son année dans ce gouvernement. Reste à savoir si l'ancien ministre en aura retenu la leçon.